

Soumission du NPD au
Comité spécial sur la
réforme électorale

Introduction

Au cours des quatre derniers mois, les députés du NPD ont lancé des consultations publiques à l'échelle du pays sur la question urgente de la réforme électorale. Notre objectif était d'entendre directement de la part des Canadiens leurs idées sur les façons de rendre notre système électoral plus équitable et d'assurer qu'il produise des gouvernements qui les représentent vraiment. Que ce soit à Rimouski, à Port Alberni, au centre-ville de Toronto, ou à Atlin en Colombie-Britannique, les Canadiens étaient impatients de participer à cette conversation. À presque toutes les consultations publiques, il y avait tellement de monde que nous devons trouver plus de chaises. Nous sommes fiers de vous présenter dans ce rapport les résultats de nos consultations publiques.

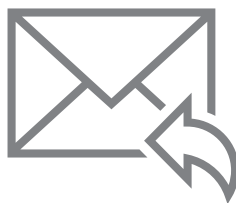
Grâce aux assemblées publiques, à la participation en ligne et aux envois postaux, 37 000 Canadiens nous ont dit ce qu'ils pensaient de la réforme électorale. Au total, il y a eu :



Plus de 40 assemblées publiques auxquelles ont participé plus de 3 000 personnes



Des conférences téléphoniques et des sondages en ligne auxquels 12 500 personnes ont participé



Plus de 2 600 réponses à des coupons-réponses envoyés par la poste



Plus de 15 000 signatures pour notre pétition demandant la représentation proportionnelle

En plus de tous ces efforts entrepris par les députés pour tisser des liens avec leurs communautés, des milliers de citoyens ont contacté directement leur député par téléphone ou courriel pour donner leur appui à un système électoral plus équitable et proportionnel.

Contexte : Un besoin urgent de corriger les failles de notre système défaillant

Partout au pays, les Canadiens ont l'impression que leur vote ne compte pas et qu'ils ne sont ni entendus ni représentés au Parlement. Les gens que nous avons rencontrés lors de chaque consultation nous l'ont dit. Les raisons pour lesquelles les Canadiens partagent ce point de vue sont très claires.

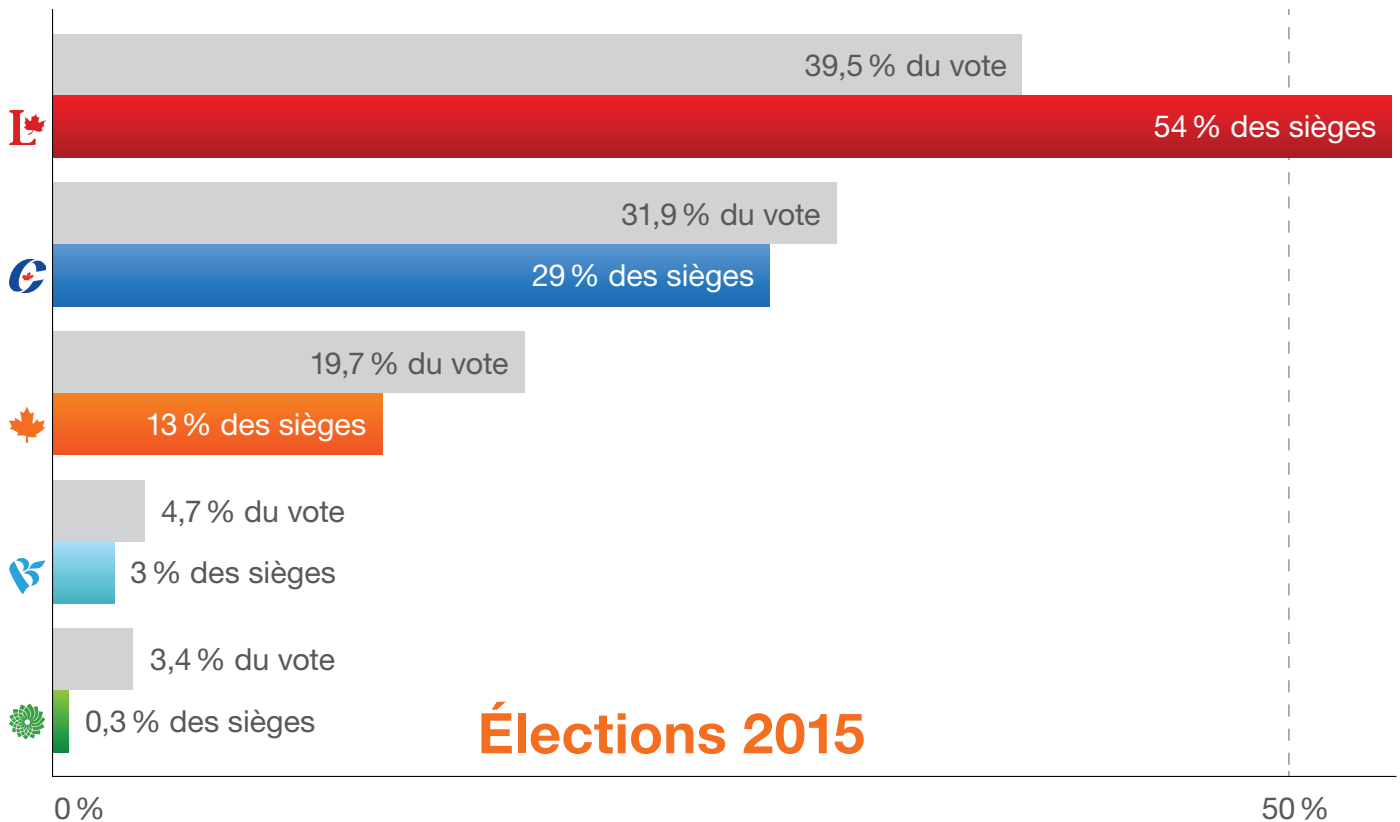
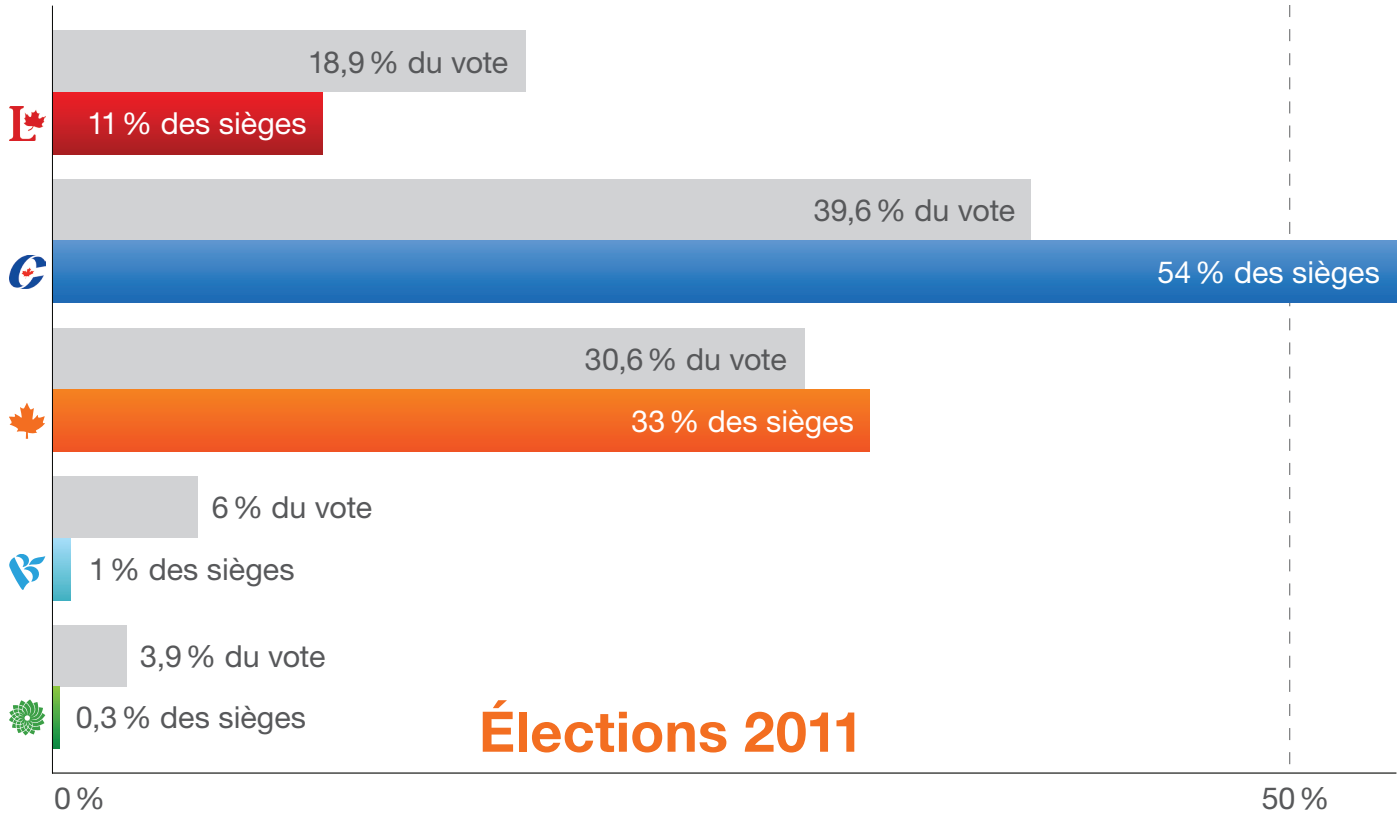
Comme l'a souligné la ministre Monsef au mois de mai dernier, le système uninominal majoritaire à un tour ne représente pas la volonté de l'électorat. Le Canada a élu 18 gouvernements majoritaires depuis la Première Guerre mondiale, mais seulement quatre d'entre eux ont été élus avec plus de 50 % des voix – et 32 années se sont écoulées depuis la dernière fois où cela est arrivé. Le système uninominal à un tour n'est tout simplement pas compatible avec la réalité canadienne du 21^e siècle : nous sommes un pays multipartite, diversifié sur les plans régional, culturel et linguistique. Or nous continuons d'élire notre gouvernement à l'aide d'un mode scrutin conçu pour deux partis et datant du 19^e siècle. Cela n'a aucun sens.

Les Canadiens comprennent de façon concrète cette contradiction. Lors de la dernière élection, plus de dix-sept millions d'entre eux ont voté, mais neuf millions de ces votes – plus de la moitié des votes exprimés – n'étaient pas destinés à des candidats gagnants et ont donc servi à n'élire personne. Ce sont des votes gaspillés. Lors des deux dernières élections fédérales, des gouvernements ont remporté la majorité avec moins de 40 % de l'appui populaire. Le Parti vert a obtenu 603 000 votes (3,45 % des voix), mais n'a obtenu qu'un seul siège (0,3 % du total). Dans les provinces atlantiques, le Parti conservateur a obtenu plus de 19 % des votes, mais n'a pas obtenu un seul siège, et sur l'île de Vancouver ni les conservateurs ni les libéraux n'ont obtenu un seul siège alors qu'ils avaient chacun respectivement obtenu un cinquième des votes.

Le message envoyé par les Canadiens est clair : notre système électoral doit être réformé. En octobre 2015, plus de deux tiers des Canadiens ont voté pour des partis qui avaient promis la réforme du système uninominal à un tour. Les sondages d'opinion font écho à cela, dont un sondage récent mené par Abacus dans le cadre duquel 83 % des répondants ont affirmé que le système électoral du Canada avait besoin d'une réforme.

Les députés du NPD croient que le Comité spécial sur la réforme électorale a autant le mandat du public que la responsabilité de recommander des changements qui corrigeront les distorsions démocratiques inhérentes à notre système électoral désuet. Lors de nos consultations, les Canadiens ont exprimé leurs souhaits que ce comité accomplisse son devoir et ils s'attendent à ce que le gouvernement tienne sa promesse de faire des élections de 2015 les dernières en vertu de ce mode de scrutin désuet.

Distorsions des résultats des deux dernières élections fédérales tenues en vertu du système majoritaire uninominal à un tour



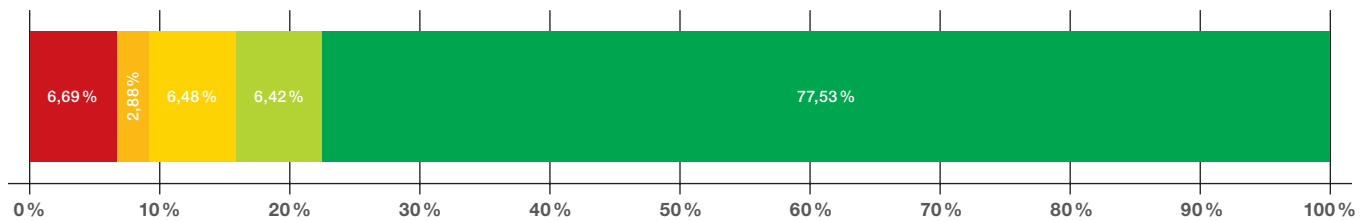
Résultats des consultations publiques : Les Canadiens veulent une représentation proportionnelle

Comme l'a demandé le Comité spécial sur la réforme électorale, les députés du NPD ont tenu un grand nombre de consultations publiques sur la réforme électorale. Lors de chacune des consultations, les citoyens étaient appelés à donner leur opinion sur une série de questions portant sur les principes proposés par le Comité spécial. Les participants avaient également l'occasion d'exprimer leurs points de vue et de poser des questions durant chaque séance.

Voici les principales conclusions que nous avons tirées de ces consultations :



Les Canadiens sont largement en faveur du principe de proportionnalité

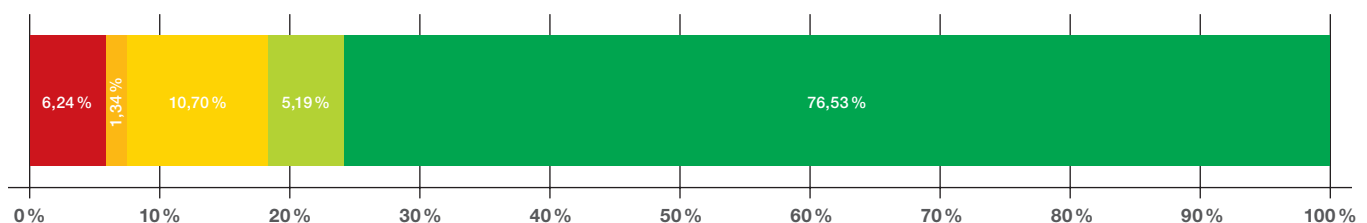


84,3 % des participants ont dit qu'ils étaient en accord ou entièrement en accord avec l'énoncé suivant : « Le nombre de sièges d'un parti au Parlement devrait refléter son pourcentage de votes obtenus ».

La proportionnalité assurerait que le nombre de sièges d'un parti au Parlement reflète réellement le pourcentage de votes qu'il a obtenu. Cela assurerait aussi que si le candidat choisi par quelqu'un n'est pas élu, son vote compterait quand même dans la composition globale du Parlement, plutôt que d'être simplement rejeté. Nombreux sont les citoyens qui ont dit ne pas sentir que leur vote comptait durant les consultations, ou encore qu'ils ne se sentaient pas représentés par la composition du gouvernement. Ils croient que le vote proportionnel viendrait régler ces problèmes.

Les Canadiens veulent que leur vote compte. Les gens veulent un système électoral qui répond à leurs attentes d'équité et, pour la vaste majorité, cela signifie un nombre de sièges qui correspond de près au vote populaire qu'un parti reçoit.

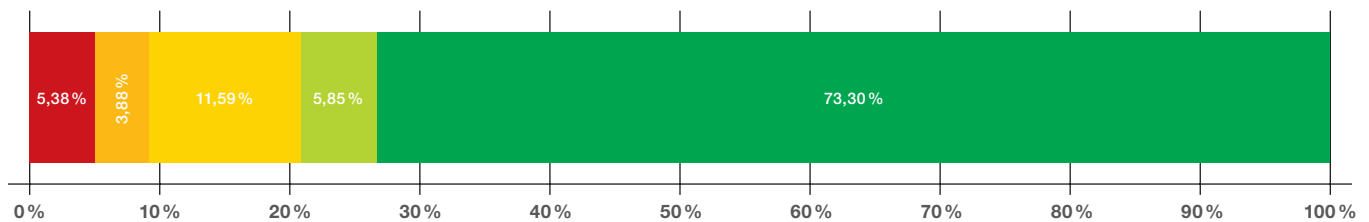
Les Canadiens tiennent à leur représentant local



81,7 % des participants ont dit qu'ils étaient en accord ou entièrement en accord avec l'énoncé suivant : « J'estime qu'il est important d'avoir un représentant local ».

Même s'ils ne consultent pas souvent le bureau de leur député, les citoyens ont démontré un attachement très fort au député qui représente leur collectivité. Ils aiment savoir qui est le député qui porte leur voix au Parlement, autant pour leur dire s'ils font du bon travail que pour leur parler des enjeux qu'ils trouvent importants. Ils tiennent aussi aux services offerts par le bureau de leur député local. Le message est clair : les participants désirent maintenir ce lien avec leur député.

Les Canadiens considèrent qu'il est important que les partis travaillent ensemble pour choisir un nouveau mode de scrutin

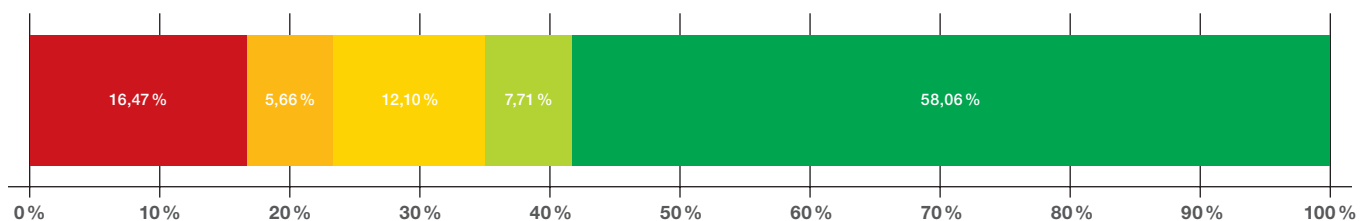


79,1 % des participants nous ont dit qu'ils étaient en accord ou entièrement en accord avec l'énoncé suivant : « Il est essentiel de travailler en collaboration pour choisir un nouveau mode de scrutin et d'obtenir l'appui de tous les partis ». Ils nous ont aussi souligné qu'ils étaient fatigués des comportements partisans et du manque de collaboration qui persistent en politique canadienne. Ils aimeraient que tous les partis travaillent ensemble afin de trouver un nouveau mode de scrutin qui répond réellement aux différentes réalités canadiennes.

Autres enjeux

Le comité a aussi demandé aux députés de se pencher sur le vote en ligne et le vote obligatoire. De plus, les néo-démocrates ont recueilli l'avis des résidents de leur circonscription sur l'abaissement de l'âge pour voter et sur la place des femmes et des personnes de diverses communautés culturelles au Parlement.

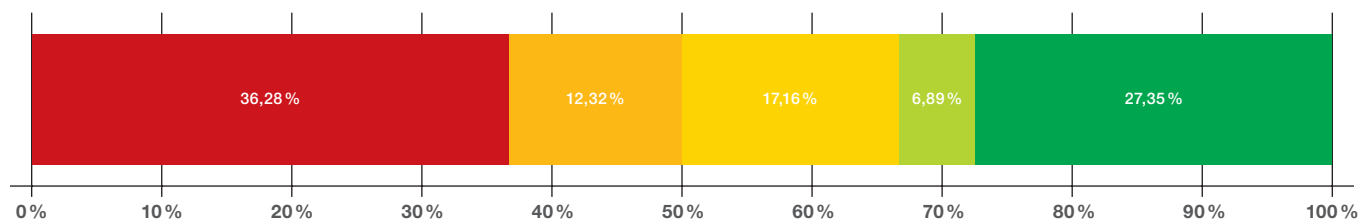
Diversité et équité entre les sexes



Plus de 66 % des participants ont dit que l'accroissement de la représentation des femmes et des personnes de diverses communautés culturelles devrait être une priorité sous notre nouveau système électoral. Les Canadiens croient que nos institutions nationales devraient refléter le pays qu'elles

représentent. À la Chambre des communes, actuellement, il n'y a que 26 % de femmes, et le Canada se classe au 64^e rang mondial quand il est question d'équité entre les sexes au Parlement. Il est temps que cela change.

Abaissement de l'âge pour voter



Il semble y avoir un moins grand consensus sur cet enjeu. En effet, 34 % des répondants ont dit qu'ils appuieraient l'abaissement de l'âge pour voter à 16 ans, tandis que 49 % d'entre eux croient que ce n'est pas le moment de le faire.

Vote obligatoire. Les Canadiens semblent divisés sur l'enjeu du vote obligatoire. Ils considèrent la participation électorale comme un devoir important et souhaitent voir de plus hauts taux de participation entre les élections et durant celles-ci. Cela dit, ils craignent aussi que le gouvernement ne force les citoyens à voter. Ils sont nombreux à avoir suggéré qu'au lieu de punir les gens en leur donnant une amende s'ils ne votent pas, comme cela se fait en Australie, que le gouvernement incite plutôt les Canadiens à voter en offrant un petit crédit d'impôt.

Vote en ligne. La possibilité de voter par voie électronique permettrait potentiellement à de nombreux Canadiens de voter le jour de l'élection, notamment les Canadiens à l'étranger, hospitalisés, en régions éloignées ou ceux qui vivent avec un handicap. Toutefois, les répondants avaient aussi des réticences envers le vote électronique en raison de la sécurité du système et des risques de piratage par des individus qui cherchent à modifier les résultats d'une élection.

Les Canadiens veulent un processus légitime. Durant nos consultations, les Canadiens ont fait savoir clairement qu'ils voulaient que le processus de réforme électorale soit équitable et légitime. Les gens ont exprimé leur frustration quant aux changements unilatéraux apportés par les conservateurs à la *Loi électorale* durant la dernière législature et ont dit qu'ils ne voulaient pas que le gouvernement utilise sa majorité pour truquer le système à son propre avantage. Quant aux façons d'assurer la légitimité et l'équité, les réponses variaient : certains préconisaient davantage de consultations, d'autres l'appui de plusieurs partis, certains parlaient d'un référendum potentiel avant l'adoption d'un nouveau système ou après une ou deux élections. Les Canadiens veulent que les changements rendent le système plus équitable et veulent que le processus menant au changement soit équitable lui aussi.

Conclusions

La participation à nos consultations publiques a été impressionnante. Des Canadiens de partout au pays, issus de communautés grandes ou petites, rurales ou urbaines, se sont unis pour faire entendre leur voix en cette occasion toute spéciale.

À l'heure actuelle, le devoir du gouvernement n'est pas simplement de *modifier* notre système électoral, mais bien de *régler* les problèmes qui ont miné notre démocratie depuis beaucoup trop longtemps.

Les Canadiens ont été clairs à propos de ce qu'ils voulaient : un système plus équitable, avec des résultats proportionnels qui reflètent réellement la volonté populaire, tout en maintenant la représentation locale. Ils nous ont aussi signifié qu'ils voulaient que tous les partis qui travaillent ensemble pour trouver un système qui correspond à la réalité de notre pays.

Ils gardent espoir que le premier ministre tienne sa promesse électorale, soit que l'élection de 2015 serait la dernière tenue selon le système uninominal majoritaire à un tour. Ils sont encouragés par le travail de ce comité et seront attentifs aux prochaines étapes qu'il proposera. Une chose est certaine, les Canadiens à qui nous avons parlé comptent sur nous pour assurer que notre prochain système électoral prenne en compte tous les votes.